

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES A LA PREFETE
Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
Société Eoliennes de Lys 1
Commune de Massay

1. OBJET DE LA DEMANDE

Par lettre déposée en Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher le 17 avril 2014, Monsieur Roy MAHFOUZ, agissant en qualité de président de la société EOLIENNES DE LYS 1, a sollicité une autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour le parc éolien « Eoliennes de Lys 1 », implanté sur le territoire de la commune de Massay.

À cet effet, le dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été déposé le 17 avril 2014 et complété les 29 juillet 2015, 3 avril 2018, 8 octobre 2018 et 19 novembre 2018.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre des autorisations sollicitées,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations effectuées en application des dispositions de l'article R. 512-21 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique.

1.1. Présentation du projet

La demande est sollicitée par la société EOLIENNES DE LYS 1, filiale à 100 % de la société H2AIR, PME française qui est spécialisée dans le développement, le financement, la réalisation et l'exploitation de parcs éoliens.

Le projet de parc éolien est composé de :

- 6 aérogénérateurs, identifiés E1 à E6, de modèle Nordex N100 présentant un diamètre de rotor de 100 m, une hauteur en bout de pale de 150 m et une puissance unitaire de 2,5 MW ;
- 2 postes de livraison électrique (PDL 1 et PDL 2) mitoyens implantés au pied de l'éolienne E3.

Le parc éolien, d'une puissance totale de 15 MW, permettra une production annuelle estimée d'environ 33 GWh, équivalente à la consommation électrique annuelle (hors chauffage) de 9 000 foyers. Sous réserve de l'accord d'ENEDIS et des capacités d'accueil suffisantes, le parc éolien sera raccordé via une liaison enterrée au poste source de Reboursin, de Verdin (à Vierzon) ou Indre Nord (à Paudy) situés dans un rayon de 13 kilomètres du projet. Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du pétitionnaire.

La puissance électrique totale du parc étant inférieure au seuil de 50 MW fixé par l'article R. 311-2 du code de l'énergie, le parc éolien est réputé autorisé au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie.

Le projet s'implante au nord-ouest du département du Cher, à proximité de la frontière administrative avec le département de l'Indre, de l'autoroute A20 et de parcs éoliens en activité (voir plan en annexe). Il se situe dans l'unité paysagère de la mosaïque boisée de Graçay.

Les habitations les plus proches se situent au lieu-dit « la Ray », sur la commune de Massay, à 580 mètres des éoliennes E3 et E5 et au lieu-dit « la Pomaille », sur la commune de Saint-Pierre-de-Jards, à 600 m de l'éolienne E1.

Le territoire de la commune de Massay est situé dans une zone identifiée comme favorable au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Eolien annexé au Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie du Centre-Val de Loire validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n°12.120 du 28 juin 2012. Il s'agit de la zone n°15 intitulée « Champagne berrichonne et Boischaut méridional ».

1.2. Maîtrise d'urbanisation

La commune de Massay dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du conseil municipal du 24 octobre 2006. Il a fait l'objet d'une modification simplifiée permettant l'édification d'équipements d'intérêt collectif dans les zones A et N approuvée par délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Cœur de Berry du 29 mai 2017.

Le projet se situe en zones A et N du PLU.

Il est à noter que, par arrêtés datés du 12 mars 2019, les permis de construire des 6 éoliennes du projet ont été accordés à la société EOLIENNES DE LYS 1.

1.3. Procédure d'instruction

La fiche ci-jointe récapitule la procédure d'instruction de la demande.

Le dossier a, en particulier, fait l'objet d'un avis émis par la Mission Régionale d'Autorité environnementale le 15 février 2019 et d'une enquête publique du 18 mars au 18 avril 2019.

Par rapport du 13 mai 2019, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable assorti d'une recommandation concernant le financement de la plantation d'arbres fruitiers en fond de jardin des riverains du hameau « la Ray ».

2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet de prescriptions ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation. Ainsi, le fonctionnement de la présente installation est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter détaille l'ensemble des mesures de maîtrise des impacts et des risques engendrés par l'installation sur les enjeux identifiés.

Avant de présenter les prescriptions supplémentaires proposées, le présent rapport de synthèse s'attarde sur le principal enjeu du projet : la préservation des paysages et du patrimoine.

2.1. Préservation des paysages et du patrimoine historique

Comme le montre le plan joint au présent rapport, le projet s'inscrit dans la continuité d'un ensemble de 22 éoliennes dont 11 fonctionnent (parcs de Longchamp, à Nohant-en-Graçay, et de Massay 2) et 11 sont autorisées (parcs de Bois Méréault sur la commune de Nohant-en-Graçay et des Terrajeaux à Saint-Pierre-de-Jards).

Dans l'avis émis par courriel du 29 janvier 2019, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) du Cher relève que seul le hameau de « la Ray », situé sur la commune de Massay, verrait le phénomène de saturation visuelle aggravé par le projet. L'UDAP du Cher émet un avis favorable.

Dans l'avis émis le 13 mars 2019, l'UDAP de l'Indre indique qu'aucune des monuments historiques de l'Indre ne fait l'objet d'un photomontage et que l'étude paysagère ne comporte pas de carte de Zone d'Influence Visuelle du projet. L'UDAP de l'Indre n'émet en conséquence aucun avis.

Par courriel du 7 mai 2019, le pétitionnaire a produit un mémoire comportant des éléments d'analyse, notamment cartographiques, de plusieurs monuments historiques situés dans l'Indre.

Par courriel du 10 mai 2019, l'UDAP de l'Indre indique que les éléments de réponse apportés par le pétitionnaire montrent que l'impact sera faible sur les monuments historiques et conclut qu'elle n'émet pas d'avis spécifique sur le projet.

Quant au risque de saturation visuelle, le pétitionnaire a réalisé une analyse cartographique autour de cinq villages (Massay, Nohant-en-Graçay, Lury-sur-Arnon, Paudy et Saint-Hilaire-de-Court) et deux hameaux (la Pomaille et la Ray) proches du projet.

Sur la base de cette analyse, le pétitionnaire constate, à l'exception du cas de Saint-Hilaire-de-Court, un risque de saturation visuelle théorique (sans prise en compte du bâti, des boisements et de la topographie). Aussi, afin d'étudier plus finement le risque de saturation visuelle, le pétitionnaire a produit des photomontages pris depuis les sorties et entrées de hameaux et de villages par les routes départementales et les chemins. Il conclut que les impacts du projet sont modérés sur les bourges et les villages et signifiants sur l'habitat dispersé réparti autour du projet, notamment le hameau de « la Ray », qui s'ouvre directement sur la plaine sans espace transitionnel. Il considère que ces lieux d'habitation offrent une vue directe sur le projet mais que la distance d'éloignement d'au moins 500 m et l'amplitude du paysage de plateau permet de tempérer la prégnance visuelle du projet. En outre, le pétitionnaire propose, en mesure d'accompagnement, de financer l'organisation d'une bourse aux arbres fruitiers destinée aux riverains du projet qui souhaitent éventuellement disposer d'un filtre végétal en fond de jardin.

2.2 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Les conditions d'exploitation des parcs éoliens sont définies par les arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 susvisés. Ces prescriptions s'appliquent de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société EOLIENNES DE LYS 1.

Ces arrêtés ministériels constituent un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. A cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'Etat consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter et permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions suivantes relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances :

- Articles 2 et 3 – Les coordonnées Lambert des éoliennes et les caractéristiques techniques des machines garantissant :
 - le respect des distances d'éloignement vis-à-vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques ;
 - la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;
- Article 7.1 – Les dispositions techniques associées à la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;
- Article 7.2 – Les mesures liées aux phases de chantiers de construction / déconstruction et au fonctionnement de l'installation, destinées à protéger l'avifaune et les chiroptères notamment la période des travaux ;
- Article 7.2.2 – La mise en œuvre d'un plan de bridage des machines, dès leur mise en service, en période d'activité des chiroptères selon les critères proposés par le pétitionnaire dans son mémoire transmis le 14 mars 2019 en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale du 15 février 2019 ;
- Article 7.4 – La mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc ;
- Article 9 – La synchronisation du balisage des aérogénérateurs du parc et avec ceux des parcs voisins ;
- Article 11 – L'usage futur des terrains à retenir au terme de l'exploitation du parc éolien et le démantèlement des installations.

Par ailleurs, le projet d'arrêté reprend les recommandations suivantes exprimées dans le cadre de la consultation du public ou formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'Etat :

- Article 7.1 – Le financement de la plantation d'arbres fruitiers dans les jardins des riverains demeurant aux lieux-dits « la Ray » et « la Pomaille », conformément à la recommandation émise par le commissaire enquêteur ;
- Article 7.3 – Les dispositions techniques proposées par l'ARS permettant de garantir la préservation de la ressource en eau alimentant le captage du Luard ;
- Article 8 – L'implantation des équipements de lutte contre l'incendie sollicités par le SDIS.

L'inspection des installations classées propose également la prescription suivante :

- Article 7.2.2 – La réalisation d'un suivi environnemental conformément aux modalités prévues par le protocole de suivi environnemental révisé en 2018, notamment en termes de suivi de l'activité et de la mortalité des chiroptères en vue de vérifier l'efficacité du plan de bridage.

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'Etat et des réponses apportées par le pétitionnaire,

Considérant :

- que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- qu'en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que la commune de Massay fait partie de la liste des communes retenues dans la zone favorable au développement de l'énergie éolienne n° 15 intitulée « Champagne berrichonne et Boischaut méridional » du Schéma Régional Eolien annexé au Schéma Régional Climat Air Energie de la région Centre approuvé par arrêté préfectoral du 28 juin 2012 ;
- que le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;
- que les prescriptions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local et des conclusions de la consultation du public et des services de l'Etat, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
- que le demandeur a pris des engagements dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour réduire, compenser ou maîtriser les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et les risques lors de l'exploitation des installations du parc éolien projeté ;
- que les conditions de remise en état du site prévues lors de l'arrêt définitif de l'installation sont conformes aux dispositions réglementaires ;

Au vu des éléments fournis par la société EOLIENNES DE LYS 1 dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'Etat et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société EOLIENNES DE LYS 1 sur le territoire de la commune de Massay.

En particulier, l'inspection considère qu'il s'agit d'un projet de densification de parcs éoliens existants qui ne contribue pas à créer ou aggraver de manière significative les effets de saturation visuelle depuis les villages environnants.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète du Cher d'accorder l'autorisation d'exploiter sollicitée par la société EOLIENNES DE LYS 1, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentées à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages et pour un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées.

L'inspecteur des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme
À Madame la Préfète du Cher
Pour le Directeur et par délégation,

Signé

PJ :

Plan de situation
Projet d'arrêté préfectoral
Fiche récapitulative
Conclusions du commissaire enquêteur

Documents tenus à la disposition des membres de la CDNPS auprès de la DREAL :

Avis de l'autorité environnementale
Avis rendus suite aux consultations effectuées en application des
dispositions de l'article R. 512-21 du code de l'environnement

Copie à DREAL/UD18